



HAL
open science

Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez

Jessica Brandler-Weinreb

► **To cite this version:**

Jessica Brandler-Weinreb. Maternité politique et participation locale : modalités pratiques d'un engagement quotidien sous Chávez. Karine Bergès, Diana Burgos-Vigna, Mercedes Yusta Rodrigo et Nathalie Ludec (dir.). Résistantes, militantes, citoyennes : l'engagement politique des femmes aux XXe et XXIe siècles, Presses universitaires de Rennes, pp.103-120, 2015, Mondes hispanophones, 978-2-7535-3623-4. halshs-03778296

HAL Id: halshs-03778296

<https://shs.hal.science/halshs-03778296>

Submitted on 2 Feb 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Colloque Genre et Engagement(s) politique(s) – 11, 12 et 13.01.2012

(IDA, Paris 8 et Université de Cergy-Pontoise)

Jessica Brandler-Weinreb (jbrandler@hotmail.com) ¹

IHEAL (Paris 3) – CREDA (UMR 7227)

**« Maternité politique et participation locale au Venezuela :
modalités d'un engagement quotidien »**

Introduction

Le Venezuela change de régime politique en 1999. À travers une nouvelle Constitution, le pays adopte le projet de démocratie participative et *protagónica*, dont le protagoniste serait le peuple. Suite à la tentative de coup d'Etat contre le président Hugo Chávez, le 11 avril 2002, une effervescence politique se fait sentir dans le pays. Depuis, une bipolarisation partisane (tensions fortes) qui se tri-polarise clairement depuis 2009, divise les vénézuéliens et les vénézuéliennes en trois camps perméables mais bien différenciés: les *chavistes*², les *chavistes* désenchantés mais ne s'identifiant pas avec l'opposition, et l'opposition. Ce point est important pour saisir les enjeux autour du contexte politique, bien qu'il ne soit pas l'objet même de la réflexion présentée ici. Les structures étatiques de participation mises en place sous le projet de « révolution bolivarienne » provoquent un mouvement de mise en relation directe entre le gouvernement national et les bases, les exclus traditionnels des espaces de décision, dont les femmes. C'est pourquoi, les femmes ainsi que leur engagement local, sont au cœur de cet article.

¹ Thèse en sociologie sous la direction de Denis Merklen et de Polymnia Zagefka, à l'IHEAL-CREDA (Université Paris3 Sorbonne Nouvelle). Cet article a été élaboré dans le cadre du programme de recherche bilatéral ECOS-Nord (Paris XIII-FONACIT, 2009-2012), intitulé « Diversité culturelle, participation et gouvernance », projet français dirigé par C. Alès (CNRS-EHESS) ; et du pôle de recherche du CREDA - UMR 7227 « Circulation des savoirs et des pratiques culturelles », axe « Culture et Politique aux XXe et XXIe siècles, dirigé par Olivier Compagnon (IHEAL-CREDA, IUUF).

² Il s'agit des partisans et des partisans du président Chávez, dont la majorité s'est regroupée, depuis 2007, dans le Parti Uni Socialiste du Venezuela (PSUV).

À contexte particulier, méthodologie adaptée : le regard sur le sujet de recherche est totalisant, proche du *shadowing*³, à la lumière des processus étudiés, à savoir la participation et la politisation surtout des femmes mais aussi des hommes au Venezuela sous les gouvernements bolivariens⁴. Il s'agit d'une analyse des discours, des pratiques et des représentations à diverses échelles. L'effervescence politique que connaît le Venezuela depuis 1999 se situe au cœur de la vie sociale et des relations interpersonnelles. L'enquête menée est multi-niveaux et insiste sur l'évolution de la structure et du régime participatif au Venezuela (2002-2012), ce dernier bouleversant la vie « par le bas » alors qu'il est instauré et motivé « par le haut ». Pour cela, la méthodologie d'enquête employée est une immersion diachronique permettant d'élaborer une ethnographie du quotidien participatif des personnes rencontrées. Les entretiens ont été réalisés en milieu périurbain, rural et urbain dans les Etats de Carabobo et de Mérida⁵. Des enquêtes plus courtes dans la capitale, Caracas, ont permis d'interroger le caractère décentralisé du projet de démocratie participative et *protagónica* et de réaliser une ethnographie des institutions ayant à charge les thèmes de la participation ainsi que de l'amélioration des conditions de vie des femmes dans le pays.

Les trajectoires individuelles des actrices et des acteurs locaux sont étudiées à partir du quotidien, analyse effectuée grâce à des séjours chez des personnes des communautés de secteur populaire. L'attention est ainsi portée sur la question de l'impact du changement de régime politique dans l'espace privé et au niveau individuel, ainsi que sur le caractère affectif et symbolique de l'engagement politique qui s'est produit sous l'ère Chávez. Les récits de vie, les documents personnels mais aussi les documents collectifs appartenant aux Conseils Communaux ou autres organisations de base étudiées, ont été de précieux outils d'investigation dans un pays où l'accès aux données publiques est retreint. L'analyse multi-niveaux induite par la nature de l'objet d'étude a permis de saisir la dimension totalisante de la participation politique à l'échelle locale et d'adopter une approche plus holistique pour

³ Le concept de *shadowing* utilisé par Czarniawska B. (2007) et Wolcott H. (2003) fait référence à un ensemble de méthodes et de perspectives de recherche qui permettent une fine compréhension des carrières, des leaders et des organisations politiques, tout en ouvrant le regard sur l'ensemble des facteurs qui peuvent participer à leur constitution et à leur maintien dans le temps. Il s'agit alors d'étudier la manière dont les organisations se donnent du sens, dont elles donnent du sens à leurs aspirations et celle dont les individu.e.s, de l'organisation donnent du sens à ce que ils et elles « sont », et à ce que ils et elles « font ». CZARNIAWSKA B., *Shadowing and other techniques for doing fieldwork in modern societies*, Liber, Copenhagen Business School Press, 2007 ; et WOLCOTT H., *The Man in the Principal's Office. An ethnography*, Walnut Creek, CA, Altamira Press, 1993.

⁴ Les gouvernements de Hugo Chávez n'étant pas uniquement constitués de partisans et de partisanes de son régime politique, il semble plus adéquat de parler de gouvernements bolivariens que de gouvernements *chavistes* pour traiter la période durant laquelle il gouverne.

⁵ Entre 2006 et 2012, 130 entretiens ont été réalisés (dont une vingtaine auprès de personnes occupant des postes à responsabilité publique dans le pays), surtout auprès de femmes mais aussi avec des hommes engagés dans les structures étudiées et/ou impliquées à l'échelle de leur communauté.

comprendre le phénomène. Il s'agit de traiter la question de l'articulation entre la politique, l'affectif et les relations interpersonnelles. Nous le verrons, les femmes occupent un rôle central dans la redéfinition de l'espace politique dans le pays. Dans une première partie, nous étudierons ce qu'apporte la démocratie participative, nouvelle d'une décennie au Venezuela, à l'action politique des femmes, engagement plus ancien. Puis, dans une deuxième partie, il s'agira d'analyser ce que cette même démocratie participative apporte aux femmes, en tant qu'individues et sujets politiques.

I. Construction d'une capacité d'action des femmes dans la durée

Micro-localisation de la participation et compétences des femmes

Dans le discours gouvernemental, la base de la société vénézuélienne, c'est-à-dire le « peuple » et les communautés, sont considérés comme des lieux de prise de décision, de concertation et d'échange. Les espaces de rencontre, de partage et de discussion apparaissent, aux yeux des habitants et des habitantes et dans le discours d'Hugo Chávez, comme indispensables au processus de conscientisation et de mobilisation des citoyennes et des citoyens vénézuéliens.

Les « territoires quotidiens »⁶ sont des espaces d'action intermédiaires, et un niveau d'engagement favorisé, dans le Venezuela bolivarien. En 2002, les Conseils Locaux de Planification Publique⁷ (CLPP) voient le jour dans le pays. Inspirés du modèle brésilien des années 1980 de « budgétisation participative » (*orçamento participativo*)⁸ il s'agit, constitutionnellement, d'un organisme de déconcentration du pouvoir et de participation citoyenne⁹. Les CLPP adoptent un discours de cogestion et de coresponsabilité où le niveau d'organisation est municipal. Par la suite, on assiste à une progressive micro-localisation de la participation politique. Dès 2006, avec les Conseils Communaux (CC), mais surtout à partir de 2009 et de 2010, avec la mise en place des Communes, prévaut l'idée

⁶ Le concept « territoire quotidien » utilisé par Alejandra MASSOLO fait référence au niveau d'engagement politique dans lequel s'investissent majoritairement les femmes en Amérique latine. La territorialisation que connaît la politique dans le Venezuela contemporain s'effectue en effet par une politisation du quotidien qui se produit dans les espaces locaux de participation où les femmes sont les principales actrices du changement à l'œuvre. Voir : MASSOLO A., « La politización de lo cotidiano », *Este País*, n°46, janvier 1995.

⁷ Loi des Conseils Locaux de Planification Publique, gazette officielle n° 37.463, 12-6-2002.

⁸ L'ensemble des traductions proposées pour une meilleure lisibilité de l'article et les photos qui y figurent ont été effectuées par l'auteure.

⁹ Sur la participation des femmes à cette structure voir : BRANDLER-WEINREB J., « La participation politique des femmes dans les Conseils locaux de planification publique », O. COMPAGNON, J. REBOTIER, S. REVET (dir.), *Le Venezuela au-delà du mythe. Chávez, la démocratie, le changement social*, Paris, Ed. L'Atelier, 2009, p. 77-86.

d'autogouvernement communautaire et de « brigades de travail volontaire », où le niveau d'organisation est la communauté qui se délimite désormais autour d'un nombre défini de familles (entre 200 et 400 en milieu urbain, et de 10 à 20 familles en milieu rural ou pour les populations indigènes)¹⁰. Ce modèle s'inspire davantage des « Comités de Défense de la Révolution » cubains. Ici, la nouveauté ne repose pas sur l'interpénétration des sphères familiale et politique mais, dans le cas vénézuélien, sur l'intégration politique des familles des dominés, des exclus, qui sont en majorité des femmes.

Avec la micro-localisation de la participation politique, les communautés sont face à des thèmes différents de ceux liés à la gestion municipale. Elles interviennent dans le traitement de sujets plus larges portant sur l'organisation du quotidien, mais pas seulement. Les Conseils Communaux (CC) prennent en charge des domaines tels que l'alimentation, les activités sportives, le logement, le culturel, la diffusion de l'idéologie politique et partisane, l'économique (des micro-crédits sont octroyés par le biais des CC et des coopératives qui s'y créent), l'éducation, la gestion de la morale, des retraites ou des aides sociales, la santé, la sécurité, le social, ou encore la violence intrafamiliale. Dans les zones périurbaines et rurales de Mérida, ces structures s'articulent autour du tourisme, de l'agriculture, de la question de l'eau, mais elles prennent également en charge des affaires autrefois qualifiées de privées et souvent réservées aux femmes. A titre d'illustration, lors d'une réunion, un habitant demandait au CC de l'aider à s'approvisionner en couches pour adultes car sa mère, l'une des femmes les plus âgées de la communauté, en avait besoin, or la famille manquait de moyens pour se les procurer. Cette aide a été approuvée par l'assemblée. Telles sont quelques unes des fonctions explicites attribuées à cette structure hybride de participation politique.

En ce qui concerne les fonctions implicites souscrites par les Conseils Communaux, il est possible d'entrevoir que ces structures étatiques participent aussi à l'élaboration de projets de microsociétés. Des lettres de « bonne conduite » peuvent par exemple être demandées auprès du Conseil Communal pour un entretien d'embauche; chaque CC élabore un règlement interne et des normes de cohabitation qui déterminent les « bonnes » et les « mauvaises » conduites, et donc aussi les conduites désirables et celles qui sont définies

¹⁰ Loi des Conseils Communaux, gazette officielle n° 5.806, 10-4-2006 ; Loi Organique des Conseils Communaux (LOCC), gazette officielle n° 39.335, 28-12-2009 ; Loi Organique des Communes, gazette officielle n° 6.011, 21-12-2010.

comme indésirables. Ces dernières peuvent faire l'objet d'une amende si, après exposition du cas en réunion, cela s'estime nécessaire (par exemple s'embrasser en public, marcher au milieu des routes en milieu rural ou encore mettre le son trop fort chez soi le soir). La micro-localisation de la participation contribue alors à une moralisation du politique. Elle favorise son articulation à l'affectif et aux trajectoires individuelles informelles, désormais visibles dans le Venezuela contemporain, surtout à l'échelle locale mais pas seulement. Car l'enjeu de la participation politique qui s'effectue au niveau local est multidimensionnel. Ligia Parra, leader de sa communauté, figure sur une publicité pour un système de micro-crédits destiné aux agriculteurs et agricultrices, promu par le gouvernement bolivarien dans le quotidien le plus lu du pays *Últimas Noticias* (17.08.2006 et 5.11.2006).

Il ne s'agit donc pas uniquement d'une question d'accès à l'espace public par ces femmes mais de la nature même et de la reconnaissance de leur activité. Leur rôle n'est plus seulement communautaire, moral et affectif mais aussi politique. Leur action a longtemps été définie comme *informal politics*¹¹, action non reconnue comme politique dans l'espace public car pratiquée hors cadre institutionnel. La sociologue anglaise Ruth Lister défend l'idée qu'une articulation solide entre les institutions politiques formelles et informelles favoriserait une circulation plus fluide des femmes dans les divers espaces politiques. Aujourd'hui, au Venezuela les deux ne font qu'un. C'est dans les interstices du privé et du public que les femmes se positionnent en tant qu'« actrices d'une interprétation des besoins »¹², tel que l'explique Arminda Castillo, âgée de 30 ans, mère de 3 enfants de 14, 10 et 3 ans, habitante de la communauté Mixteque de la municipalité Rángel de Mérida (2009) :

« Mon rôle en tant que *vocera* [porte parole] de la commission d'habitat du Conseil Communal est de sortir, d'aller demander quels sont les besoins de la communauté (...); s'organiser, faire les papiers, remplir les formulaires pour faire les demandes et les amener à Mérida et à Caracas. Avant je n'avais jamais participé dans les affaires de la communauté (...) j'ai appris des connaissances que j'ignorais avant et qu'elles [les institutions] nous ont transmises et nous avons réussi à améliorer l'habitat des personnes qui

¹¹ LISTER R., « In from the margins: citizenship, inclusion and exclusion », dans M. BARRY et C. HALLETT (eds.), *On the Margins: Social Exclusion and Social Work*, Russell House Publishing, University of Stirling, 1998.

¹² MARQUES-PEREIRA B. et P. NOLASCO (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001.

étaient dans le besoin. Nous avons assaini l'eau de consommation, rénové l'école, installé un dispensaire de santé... »¹³.

Le rapport à la politique à l'échelle locale est très différent de celui de la politique plus institutionnalisée : « *pueblo chico, infierno grande* » (petit village, grand enfer) nous dit la *señora* Irene, dès 2006. Il n'y a pas de portes à fermer, ni d'horaires d'ouverture ou de fermeture à respecter. Dans son Conseil Communal, Irene de Becerra est voisine, amie, *comadre*¹⁴, mère, habitante, cathéquiste, juge, citoyenne, militante, conseillère municipale... Les territoires quotidiens sont une sphère historiquement et culturellement investie par les femmes qui se trouve valorisée au Venezuela¹⁵. On assiste alors à l'ouverture de l'espace public avec l'idée de contrôle citoyen : c'est-à-dire de responsabilité publique des individu.e.s dans l'élaboration de la normativité sociale, de la vigilance à l'égard du fonctionnement des appareils étatiques et des institutions. Il s'agit donc de l'idée de citoyenneté politique au sens de capacité des individu.e.s à peser et à réinterpréter l'espace reconnu comme public, bien qu'elle s'accompagne d'un contrôle social très présent et prenant dans la vie des Vénézuéliens et des Vénézuéliennes.

La perméabilité des espaces public et privé, institutionnalisée par l'Etat, entraîne de nombreux changements mais complexifie aussi l'articulation de certains rapports sociaux. L'acquisition, l'apprentissage et la reconnaissance de la citoyenneté politique des femmes ne s'est traduite que depuis peu par une incorporation importante à l'espace public, même si elle reste insuffisante. En effet, alors que près de la moitié des hauts postes sont représentés par des femmes, les espaces intermédiaires où les femmes sont élues (maires, conseillères municipales et législatives, entre autres statuts), peinent à dépasser les représentations politiques rattachées au masculin.

De la maternité à la citoyenneté politique

Le micro-local est surinvesti par les femmes. Des agencements multiples sont possibles, davantage adaptés à leurs conditions de vie et aux stratégies individuelles qu'elles

¹³ Entretien avec Arminda Castillo, communauté rurale Mixteque, Mérida, 2010.

¹⁴ Le *comadrazgo* est la relation que s'établit entre la mère et la marraine –souvent reconnue et choisie de manière formelle ou informelle au moment du baptême d'une personne, généralement pendant l'enfance.

¹⁵ VARGAS ARENA I., « Algunas ideas sobre los Consejos Comunales y la calidad de vida de las mujeres populares en Venezuela », *Revista venezolana de estudios de la mujer*, n°12, Vol. 29, (julio-diciembre 2007), p. 33-47.

développent. Comme la majorité des femmes rencontrées, Irene de Becerra se levait à cinq heures du matin, en 2006, pour assurer le domestique et le politique. En 2009, elle participait de manière informelle, depuis son domicile. Sans faire directement partie du Conseil Communal elle est régulièrement sollicitée par le voisinage pour participer aux affaires de la communauté. Quant à Ligia Parra, le micro-local lui permet de travailler en termes d'alliances, sans étiquettes, ni adhésion formelle aux organisations. La *mujer de las nacientes* (Ligia Parra est appelée la « femme des gisements d'eau ») n'emploie pas d'étiquettes (ni féministe, ni parti, ni religion), mais elle revendique ses alliances. Elle se montre disposée à travailler avec quiconque s'intéresse à la tâche : « Je travaille avec les gens et ça m'est respecté »¹⁶. La maternité biologique et sociale est une carte d'entrée, un pouvoir moral et social qu'une majorité des femmes exercent *via* la maternité politique¹⁷. J'entends par maternité sociale celle qui ne se construit pas autour de la filiation sanguine mais par une affiliation reposant sur des liens sociaux.

« Je parle de mes enfants, bon de ma fille, bon je dis "mes enfants" parce que j'en élève plusieurs (...), certains sont les enfants d'une nièce et j'en ai accueilli un que j'ai trouvé dans la rue (*sic*). On apprend à être leader à la maison et travailleuse sociale dans la maison et dans la rue »¹⁸.

Ce témoignage ne constitue pas une exception, loin de là. Irene de Becerra a élevé le fils de son frère décédé, et Ligia Parra a pris en charge une fille wayuú qui lui a été confiée quand elle vivait à Maracaibo et qu'elle s'impliquait dans les communautés indigènes. Les enfants représentent aussi une stratégie de survie pour les femmes. Ils les aident à affronter les conditions sociales et économiques dans lesquelles elles vivent puisque l'unité de base, dans une grande partie des familles vénézuéliennes, est constituée du noyau mère-enfants et non

¹⁶ Entretien Ligia Parra, communauté rurale Misintá, Mérida, 2010. Voir : BRANDLER-WEINREB J., « Au delà des représentations de genre : féminité et pouvoir social dans les Conseils Communaux au Venezuela », *L'Homme. Europäische Zeitschrift für feministische Geschichtswissenschaft* (L'Homme. *European Journal of Feminist History*), Vienne, n°1, 2012, p. 119-126 : 7.

¹⁷ Ce concept est central pour interpréter la situation des femmes dans le contexte de démocratie participative au Venezuela. L'auteure E. CHANEY (1998) l'emprunte à J. SCHIRMER (1993) et l'emploie de manière suffisamment ouverte pour pouvoir le mobiliser dans l'étude de la participation politique des femmes dans les Conseils Communaux et autres organisations locales. Il s'agit de tout type d'action que les femmes mobilisées font et justifient sous le drapeau « nous sommes mères ». C'est une politisation de la maternité qui force les femmes à se penser en tant que pauvres, travailleuses, urbaines ou rurales, seules ou accompagnées puisque cette stratégie politique est transversale aux classes sociales et aux appartenances ethniques. Voir : CHANEY E., « La cuestión de la maternidad política y la democracia : feministas y mujeres de organizaciones populares », Latin American Studies Association (LASA), Congrès de septembre, 1998 ; et SCHIRMER J., « The seeking of truth and the gendering of consciousness : the Co-Madres of El Salvador and the CONAVIGUA widows of Guatemala », S. RADCLIFFE et S. WESTWOOD, *VIVA : Women and Popular Protest in Latin America*, London, Routledge, 1993, p. 30-64.

¹⁸ Entretien avec Luz de Parra, *barrio* (bidonville) las Palmitas, Valencia, 2009.

couple-enfants, à l'image des populations caribéennes¹⁹. Ce statut de mère leur permet d'entrer dans le public, dans la politique, espaces jusque là réservés au masculin²⁰. Les femmes peuvent les transformer depuis l'intérieur car elles ne sont pas perçues, et elles ne se perçoivent pas toujours elles-mêmes, comme concurrentes des hommes. Mais jusqu'à une période récente, seules les mères avaient cette carte d'entrée. La femme sans enfants perdait, elle, son pouvoir moral et social et devenait suspecte. Pour qu'une femme bénéficie du statut social équivalent à celui d'une mère, elle devait avoir des raisons de poids. Le handicap, qu'il soit visible ou facilement détectable, et l'âge avancé figurent parmi ces raisons-là. Ils rendent « respectable » une femme sans enfants²¹.

La maternité sanguine ou par affiliation continue donc de peser lourdement sur la maternité politique. Mais de moins en moins car les femmes développent d'autres compétences et s'impliquent dans des domaines variés. D'après l'UNESCO, le Venezuela est le cinquième pays au monde en termes de taux d'inscription au système universitaire et le deuxième de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les rapports du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)²² ainsi que de l'UNESCO²³ soulignent la place des femmes dans l'éducation supérieure²⁴. En 2005, le PNUD qualifie le pays de « territoire libre d'analphabétisme »²⁵.

De plus, on assiste à l'émergence d'une militance partisane prononcée sous les gouvernements de Chávez, ce qui favorise, en partie, l'implication des femmes à tous les niveaux en politique. Leur capacité d'action²⁶ se développe dans un contexte favorable à son extension, sous un régime qui favorise l'intégration nationale des exclus traditionnels de l'espace public et de la politique, qui sont majoritairement des femmes. Dès lors que la recherche porte sur le changement social, il convient d'analyser la participation politique sous le prisme de la capacité d'action plutôt qu'en termes d'accès au pouvoir formel et

¹⁹ HURTADO SALAZAR S., *Matrisocialidad. Exploración en la estructura psicodinámica básica de la familia venezolana*, Ed. FACES-EBUC, UCV, Caracas. (Tesis Doctoral, 1991, *La Matrilinialidad en Venezuela*, FACES/UCV), 1998.

²⁰ FREEDMAN J. *Femmes politiques : mythes et symboles*, Paris, Ed. L'Harmattan, coll. Logiques politiques, 1997.

²¹ Notons que les femmes âgées sont appelées « par respect » *abuela* qui signifie grand-mère, même lorsqu'on ignore si elles ont des enfants.

²² Page Internet du PNUD (consultée le 6/9/2013).

<http://www.pnud.org.ve/content/view/176/>

²³ Page Internet de l'UNESCO (consultée le 6/9/2013).

<http://www.uis.unesco.org/Education/Pages/women-higher-educationFR.aspx>

²⁴ Site du Ministère de l'Éducation (consulté le 6/9/2013).

http://www.mppeu.gob.ve/web/uploads/PDF/FOLLETO_LOGROS_DE_LA_REVOLUCION_SOCIALISTA_BOLIVARIANA_EN_EDUCACION_UNIVERSITARIA.pdf

²⁵ Site du PNUD au Venezuela (consulté le 6/9/2013).

http://www.onu.org.ve/index.php?option=com_content&task=view&id=49&Itemid=65

²⁶ MESTRUM F., 2001 « L'«empowerment», le pouvoir et la capacité d'action », dans B. MARQUES-PEREIRA et P. NOLASCO (coord.), *La représentation des femmes en Amérique Latine*, Bruxelles, Ed. L'Harmattan, 2001, pp. 17-26.

institutionnel. Ce dernier peut provoquer un changement fort mais davantage ponctuel que celui qui se produit en termes générationnels et individuels, et qui, lui, s'inscrit dans la durée.

Le caractère intermédiaire de ces structures étatiques impulsées au niveau national permet une flexibilité dans les modalités de participation. Les enfants peuvent circuler librement pendant les réunions qui ont régulièrement lieu dans le quartier. L'accès à celles-ci est facilité par la proximité spatiale. Les enfants se familiarisent dès leur plus jeune âge, allant jusqu'à « jouer aux Conseils Communaux » dans les cours de récréation de l'école. Ainsi, quand politique informelle et politique institutionnelle se rejoignent, les femmes occupent un rôle central dans la redéfinition de l'espace politique. Au Venezuela, cet espace politique se transforme sous les gouvernements bolivariens, s'éloignant de la « démocratie du public ». Le registre mobilisé par l'ancien président vénézuélien, Hugo Chávez, est celui de l'amour, des affects, de la familiarité, permettant alors une identification et un sentiment de dignification dans les bases de la société vénézuélienne. A travers les Conseils Communaux, le régime cherche à promouvoir des raisonnements moraux et sociaux qui soient fondés sur l'expérience quotidienne des gens ordinaires. C'est une politique qui se définit à partir de l'expérience.

C'est à ce niveau là que le processus bolivarien contribue à la construction d'une citoyenneté politique des femmes puisque celle-ci se place au cœur de la vie sociale. La maternité politique, dans le contexte de démocratie participative vénézuélien, permet la citoyenneté politique des femmes. Les femmes pauvres, jeunes ou âgées, noires ou indigènes se sentent valorisées par l'Etat puisqu'elles illustrent désormais les diverses politiques qu'il promeut, telles que la Loi pour le Droit des Femmes à une Vie Libre de Violences²⁷ ou encore la version illustrée de la Constitution du pays, publiée par l'Institut de la femme (INAMUJER) en 2004.

²⁷ Cette loi, fruit des luttes historiques des femmes en mouvement au Venezuela a été votée en 2007 et répertorie plus de 19 types de violence de genre. Les femmes s'approprient cet instrument, qu'elles mobilisent en réunions de quartier, mais aussi dans le foyer ou dans la rue. Si son application est encore difficile, elle représente une avancée importante au niveau symbolique pour les femmes « du bas » mais aussi en termes législatifs pour le pays. Voir : ESPINA G. et RAKOWSKI C., « Movimiento de mujeres o mujeres en movimiento ? El caso de Venezuela », *Cuadernos del Cendes*, n°49, Vol. 19, (enero-abril 2002), p. 31-48.

Quand le discours et les pratiques politiques s'alignent sur le genre féminin dans une société matrifocale²⁸ qui est désormais politisée, cela a un impact considérable à travers leur ancrage dans les territoires quotidiens (préoccupation pour la prise en charge des personnes handicapées et des personnes âgées, la construction d'écoles, l'approvisionnement de nourriture, la lutte contre les violences faites aux femmes et les inégalités de genre, la mise en place d'un système de santé et de retraites, la prise en charge collective des enfants et des soins, etc.). C'est une politique où le pragmatique quotidien joue le même rôle que le symbolique et devient une source d'inspiration pour penser et faire une politique à échelle plus humaine. La capacité d'action des femmes s'étend et s'installe visiblement dans la durée, dans le temps et dans l'espace, dans les territoires quotidiens. La maternité politique apparaît ainsi comme moteur du changement social à l'œuvre dans le pays.

« Non, non. Regarde, je crois que nous les femmes on a pris maintenant un rôle trop avancé. Nous sommes maintenant face à tout, et je crois qu'on a la capacité pour ça et plus encore »²⁹.

« Quand on est leader, personne ne peut t'enlever ça. (...) Ces jours-ci nous avons changé de maire [le précédent était d'opposition et en 2008 Valencia devient une mairie *chaviste*]. Le monsieur est arrivé et a peint [en rouge, couleur symbolisant le *chavisme*] une maison communautaire que j'ai obtenue, une maison communale avant qu'elle ne soit terminée (...) Même ses partisans ont protesté, les gens ont protesté. Il était surpris parce que les gens disaient "la *guerrillera* du [secteur] 12 est arrivée", parce que j'ai réclamé mes droits et ceux de mes voisins. Après, je suis partie main dans la main avec le maire en lui expliquant que ce n'est pas moi qui veux les clefs [de la maison communautaire] mais qu'elles appartiennent à la communauté »³⁰.

²⁸ Le concept de matrifocalité est développé par S. HURTADO dans sa thèse de doctorat : « Nous comprenons, par structure matrifocale une relation qui influe le rôle familial de la femme de manière à ce que celle-ci se constitue en tant que centre affectif-organisationnel de la famille, en particulier à travers son lien avec les autres femmes, les filles, pensées comme mères réelles ou possibles et liées à elle par la consanguinité. Le rôle de frère ou de fils est important mais il est plutôt complémentaire ou prend la forme d'un soutien aux relations féminines. De cette manière, les nœuds des réseaux familiaux trouvent leur origine et convergent dans les relations entre femmes liées par des liens de parenté ». *Ibid*, p. 64.

²⁹ Entretien avec *señora* Irene de Becerra, urbanización popular (quartier populaire) Los Bucares, Valencia, 2006.

³⁰ Entretien avec Luz de Parra, *barrio* (bidonville) las Palmitas, Valencia, 2009.

Le sentiment de compétence développé par les femmes est soutenu par les outils de participation politique dont elles bénéficient. Il permet l'acquisition de réelles compétences en la matière -notamment l'exercice de leur citoyenneté politique- et plus générales pour la vie de tous les jours. L'accès aux ressources économiques du pays à travers les Conseils Communaux leur permet de mieux s'organiser au quotidien. Mais, qu'apporte la démocratie participative aux femmes, en tant que sujets politiques et en tant qu'individues ?

II. Effervescence politique, visibilité et subjectivité : tensions et articulations

La totalisation du social valorise l'action politique des femmes

Les Conseils Communaux ont pour mission d'articuler tous les acteurs, les actrices et les organisations locales. Avec la superposition des devoirs et des rôles économique, familial, socio-productif et politique, on assiste à une totalisation significative du social par le local dans le projet politique vénézuélien ; c'est-à-dire la concentration de questions, d'acteurs et d'actrices très divers autour de la seule et unique structure locale désormais reconnue par l'Etat que sont les Conseils Communaux. Les rapports affectifs, intrafamiliaux, de travail et les rapports politiques, hiérarchiques, pour n'en citer que certains, sont intrinsèquement imbriqués dans les territoires quotidiens que sont les CC et les plus récentes Communes Socialistes. Ces rôles et rapports se politisent, produisant un positionnement moins conciliant et davantage affirmé des femmes dans ce contexte. La micro-localisation du politique leur permet de se construire comme sujets et citoyennes politiques. Les femmes rencontrées ne sont pas de nouvelles actrices politiques puisqu'elles sont à la tête des associations de quartier et des associations civiles depuis 15 ans, en moyenne. Mais, elles sont rendues visibles dans cette nouvelle démocratie et les dispositifs légaux qu'elle met en place. Il existe une reconnaissance discursive, légale et médiatique de leur implication dans les communautés qui leur permet de transformer leurs savoir-faire en « faire-savoir ». C'est aussi une mise en valeur des activités réelles de reproduction quotidienne (travail domestique) qui est entreprise par l'Etat vénézuélien. Ce dernier fait la promotion du travail effectué par cette partie ignorée de la société. Les politiques étatiques de participation à l'échelle locale rendent visibles les réussites et les compétences des femmes, et les aident à

développer un sentiment d'auto-reconnaissance, de gratification individuelle, d'estime de soi mais aussi d'autorité et de pouvoir.

Participation et maternité politique : entre individuation et individualisation

Les ingrédients du pouvoir et du politique qui étaient auparavant du côté des hommes se développent aujourd'hui entre les mains des femmes. C'est la conséquence du passage à la société « visible » où les femmes circulaient déjà sans être reconnues comme partie intégrante de celle-ci. Ce phénomène provoque des réaménagements individuels mais aussi des réaménagements du féminin. Ligia Parra se dévoue au travail communautaire et exerce une autorité maternelle sur les hommes. Elle ne peut maintenir ce rapport qu'en taisant sa vie sexuelle de femme seule et divorcée. Ainsi, elle décide de préserver sa sexualité du regard et du jugement public. Elle exerce une relation entre autorité et érotisme sur les hommes dans son action locale, grâce à l'humour : « ils sont tous mes amants, et quel est le problème ? », assume-t-elle en rappelant que sa maison porte le nom « mes sept amours et mes 3000 amants », les sept amours faisant référence à son ex-mari et ses six enfants, et les 3000 amants aux 3200 hommes avec lesquels elle effectue son travail dans la municipalité Rángel de l'Etat de Mérida³¹. La *señora* Irene est traitée de « dictatrice » en raison de l'autoritarisme maternel qu'elle incarne dans la communauté qui, de son côté, le réclame. Luz Parra, quant à elle, est appelée la *guerrillera* de son secteur.

Les apports et les conséquences du difficile apprentissage de la vie politique donnent lieu à la maternité politique. C'est un terrain d'affirmation de soi, d'autoritarisme proche du maternalisme³² qui peut représenter un obstacle à l'habituelle instrumentalisation, notamment étatique mais aussi masculine, du travail des femmes et de leur action à l'échelle locale. C'est un arbitrage des femmes en fonction de ce qu'elles comprennent et vivent du jeu politique et social. Irene de Becerra a deux bras : l'un familial et l'autre politique, mais elle ne lâchera pas le premier pour le second. Les femmes font l'expérience

³¹ Ligia ne vit pas de sexualité physique avec ces hommes, mais elle érotise leur rapport de travail en leur lisant des poèmes qu'elle écrit et qu'elle leur dédie avant de commencer l'activité prévue dans la communauté. Elle le fait dans le but de « ré-humaniser » les agriculteurs qui, de son point de vue, se sentent et vivent comme des « animaux de la brousse ».

³² Voir : BALLMER-CAO T.-H., MOTTIER V. et SGIER L. (eds.). *Genre et Politique : Débats et perspectives*, Paris, Ed. Gallimard, 2000. Les auteures comme A. PHILLIPS, M. DIETZ, Ch. MOUFFE et S. WALBY, pour n'en citer que certaines, étudient la dimension sexuée de la politique et des concepts comme l'Etat, le pouvoir, la justice et la citoyenneté.

de la reconnaissance dans le contexte de démocratie participative vénézuélienne et participent à la construction du sentiment d'appartenance nationale qui se développe dans les bases de la société, et chez elles en tant qu'individues. Cette nouvelle image d'elles que leur renvoie l'Etat permet une individualisation croissante. Selon Denis Merklen, l'individualisme ne doit pas forcément être conçu comme l'idée d'une subjectivation positive : « (...) Résultant essentiellement d'une théorisation des processus de « désaffiliation », cette observation ouvre la possibilité de restituer une plus grande complexité à la fois aux univers populaires et aux dynamiques d'individuation »³³.

« Alors, pourquoi je travaille pour la communauté ? Pour me sentir bien avec moi-même et pour que l'endroit où l'on vit soit le meilleur et qu'on se sente soutenue (*sic*). En tant que femme je suis une bonne *luchadora* (combattante). Je parle et on m'écoute et on me regarde. Je dis souvent "tu crois que parce que tu me vois comme ça, *guajirita* (ethnie indigène) et tout, je sais pas me défendre ?" Etre femme n'est pas difficile, au contraire. Avec des mots on peut se défendre [elle remercie l'ancien maire de l'avoir formée]. Ceux du Nord [de la ville] luttent pour avoir une belle rue, un service de sécurité et de police et nous on lutte pour les besoins les plus basiques : égouts, rues, eau, école, tout ! »³⁴.

Pour Bérengère Marques-Pereira, l'individuation s'ancre dans trois symboles : la monnaie (accès à une contractualité égale pour limiter la dépendance économique), le droit (peut libérer les femmes des logiques tutélaires) et la discursivité (système de communication permettant à l'individue d'exister dans l'espace public comme sujet politique)³⁵ : « en ce qui concerne les femmes, l'enjeu de leur individuation réside dans leur reconnaissance comme sujets au delà des rôles assignés (tels que mère et épouse) »³⁶. Dans ce sens, l'individuation ne serait pas toujours synonyme « d'individualisation » où le rattachement au collectif, une fois acquis, peut être questionné en fonction des priorités personnelles et situationnelles. En

³³ L'auteur s'inspire des travaux de R. CASTEL sur la question de l'individualisme en milieu populaire pour porter un regard nouveau sur les classes populaires. Voir : D. MERKLEN « Individus populaires, sociabilité et politicit  », R. CASTEL et C. MARTIN (dir.), *Changements et pensées du changement. Echanges avec Robert Castel*, Paris, Ed. La Découverte, 2012.

³⁴ Entretien avec Luz de Parra, *barrio* (bidonville) las Palmitas, Valencia, 2009.

³⁵ MARQUES-PEREIRA B., « La citoyenneté des femmes comme un jeu de miroir entre l'Europe occidentale et l'Amérique latine », B. MARQUES-PEREIRA, M. TREMBLAY, T. H. BALLMER-CAO et M. SINEAU, *Genre, citoyenneté et représentation*, Québec, 2007, p. 23-41 : 28.

³⁶ *Ibid.*

plus de devenir des sujets politiques, grâce à l'expérience et à la connaissance du micro-local qui est aujourd'hui une priorité politique et économique au niveau national, elles deviennent des actrices politiques individualisées. Leur mobilisation, au nom ou grâce à leur statut de mères, et la confrontation aux autorités qu'elles soient étatiques, institutionnelles, de quartier ou familiales, provoquent une prise de conscience de leur appartenance générationnelle, de classe, ethnique, de genre mais aussi partisane. Les femmes comme sujets politiques font des choix individuels en évaluant régulièrement leur engagement puisque le processus d'individualisation s'est produit chez une majorité d'entre elles. L'inscription dans la durée et dans le quotidien du projet politique vénézuélien permet une distanciation sur leur action politique. La *señora* Irene de Becerra a maintenu sa militance dans les organisations de base jusqu'au jour où l'adhésion partisane au *chavisme* s'est imposée comme pré-requis à la participation dans ces structures étatiques locales. A partir de 2009, il était demandé aux Conseils Communaux de s'inscrire auprès du PSUV pour recevoir les fonds destinés aux communautés.

Une fois que l'actrice ou l'acteur politique s'initie à la participation, un processus de politisation irréversible est déclenché par cette expérience : celui de l'apprentissage de l'inconnu, de la perte de la peur, l'acquisition d'un sentiment de compétence, mais aussi la construction et la défense d'un positionnement individuel, personnel. Cette politisation s'accompagne d'une capacité de distanciation et d'objectivation dont la femme ne saurait ou ne voudrait plus se défaire. Alors, comment les femmes gèrent-elles cette politisation du quotidien et au quotidien?

« JBW : avez-vous participé à des manifestations d'oppositions ?

IB : moi, oui. Oui, madame. Et tant que j'ai de la vie, et que je peux y aller, j'y vais ! Parce que je n'aime pas l'idéologie qu'il y a maintenant dans ce pays, où le président veut couvrir, couvre, tous les pouvoirs et veut continuer de le faire. Et, c'est tellement comme ça que maintenant ils veulent rentrer dans l'éducation des enfants (*sic*) ! Et je vous dis là, ici, à vous, pour que vous emmeniez là-bas, pour votre pays : je n'ai pas d'enfants en bas âge, mais j'ai des petits enfants, et je

lui ai dit [comme s'adressant au président Chávez] « Ne touche pas à mes petits enfants, garde ton idéologie ! »³⁷.

Le rôle des femmes au niveau local pèse souvent très lourd, pour elles mais aussi dans leur foyer, ce qui génère souvent des conflits, des critiques et des sentiments de culpabilité. Même si, parfois, l'implication de la femme mère-épouse peut aussi provoquer une admiration et la famille peut lui apporter du soutien. Ces éléments sollicitent et transforment la subjectivité des individus. Alors que la maternité est souvent pensée comme un obstacle à la construction des femmes comme sujets et actrices politiques, dans le contexte participatif vénézuélien, elle représente au contraire un moyen de l'atteindre. C'est la maternité, qu'elle soit réelle ou imaginée (usuellement pensée comme aliénante), qui permet ce processus. Les femmes instrumentalisent la maternité et apprennent à utiliser, dans leur action politique, les images et les symboles que les membres de leur entourage et les institutions ont d'elles. Ainsi, elles développent une capacité d'objectivation sur leur rôle et leur place dans l'échiquier politique et acquièrent une certaine lucidité sur les enjeux et sur la répartition du pouvoir. C'est pourquoi il est indispensable de réapprendre à écouter l'intentionnalité des acteurs sociaux et de s'intéresser à leurs imaginaires politiques. L'ébullition politique provoque une réévaluation régulière de l'engagement et mène à la nuance, parfois à la démobilisation. Mais si le phénomène est analysé sans manichéisme, il est possible de comprendre qu'il contribue aussi fortement à la construction d'une citoyenneté politique des individu.e.s. Ici, la *señora* Irene n'hésite pas à faire une critique des conditions d'exercice de la participation aux Conseils Communaux, sans que cela l'empêche pour autant d'être impliquée dans les affaires de sa communauté :

« Moi, ce que je n'aime pas dans ça [dans la participation locale] c'est que celui qui reste entre le peuple [*el pueblo*] et le truc –le souci [*la broma*], c'est nous, les conseillers municipaux, parce que eux [la mairie et les autorités publiques et politiques], ils sont en haut. Le peuple n'arrive pas à eux, les plaintes n'arrivent pas à eux (*sic*) »³⁸.

³⁷ Entretien avec « *señora Irene* » de Becerra, *urbanización popular* (quartier populaire) Los Bucares, Valencia, 2009.

³⁸ Entretien avec « *señora Irene* » de Becerra, *urbanización popular* (quartier populaire) Los Bucares, Valencia, 2006.

Le caractère éphémère des initiatives bolivariennes, favorise d'une part la mobilisation, par l'acquisition constante de nouvelles compétences, mais peut aussi d'autre part provoquer la défection. Car, l'usure participative se fait sentir dans le pays après plus d'une décennie de « révolution bolivarienne ». Cette usure est liée à l'excès de participation, mais aussi à la réinvention constante des normes et des règles du système participatif. L'appartenance des femmes à la classe économique défavorisée et leur appartenance de genre expliquent souvent qu'elles aient un passé participatif et qu'elles se mobilisent au niveau local. La jonction est cependant de moins en moins évidente car elles ont, désormais, davantage accès aux infrastructures de base et aux études universitaires, par les diverses démarches sociales³⁹ entreprises sous la présidence de Hugo Chávez. Alors, si l'engagement est initialement motivé par la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie au quotidien, il ne s'agit que d'un premier niveau de participation. Les enquêtes de terrains ont permis de remarquer un *continuum* dans l'engagement. Une fois que les femmes subviennent à leurs besoins par la participation, la politisation se consolide et adopte des formes variées. Certaines s'initient à la militance partisane ou la renforcent, alors que d'autres se lancent dans les études supérieures afin de « devenir professionnelles », pour reprendre leurs termes. Ces femmes occupent chaque fois plus de place et sont de plus en plus visibles sur la scène publique en redéfinition dans le pays.

Conclusion

La prise en compte du temps et de l'espace dans l'étude du changement social au Venezuela semble indispensable pour penser en termes de capacité d'action qui s'étend dans la durée, comme le propose Francine Mestrum (2001). Ceci dans le but de se demander s'il existe un impact générationnel différencié de ce processus de politisation politique, sans précédent, que vit le pays. Les femmes instrumentalisent la maternité pour se constituer en tant que sujets et actrices politiques individualisées. Elles passent d'une assignation prescrite et subie à une assignation souscrite et exercée. Quand les trajectoires individuelles invisibilisées croisent une volonté étatique de participation, cela produit une nouvelle définition du

³⁹ *Misión Barrio Adentro* pour l'accès à la santé dans les *barrios*; *Misión Madres del Barrio* destinée aux femmes qui vivent dans une situation de pauvreté extrême, ainsi que leur famille, à se réincorporer dans des activités productives, *Misiones educativas y aldeas universitarias*; *Misión soberanía alimentaria: Mercal*, parmi les plus significatives. Page Internet des missions bolivariennes : <http://misionesvenezuela.com/> (consultée le 6/9/2013).

politique dans le pays, puisque les modèles changent et circulent : Ligia Parra est érigée en modèle (interventions auprès d'universités, des écoles, de ministères etc) ; la *señora* Irene se sent capable de prendre en main un pays : « Vous ne vous sentez pas capable d'administrer un pays –me demande-t-elle ? Moi oui ! –s'écrit-elle après »⁴⁰. Quand je demande à Luz Parra ce que signifie, pour elle, faire de la politique aujourd'hui au Venezuela, elle répond que « bon, de nos jours, ils [les autorités institutionnelles] ne différencient pas la politique et travailler dans la communauté, ils ne les différencient plus parce qu'ils utilisent les deux conjointement ». Nous assistons alors à une redéfinition de la notion de politique, propre au Venezuela, qui permet l'intégration des *outsiders* au système par l'exercice de leur citoyenneté. Ce phénomène est à l'origine de l'émergence de rapports plus égalitaires en politique, les compétences mobilisées dans l'espace public étant maîtrisées, non plus uniquement par les hommes mais aussi, dans ce nouveau contexte de participation politique, surtout par les femmes.

⁴⁰ Entretien avec « *señora Irene* » de Becerra, urbanización popular (quartier populaire) Los Bucares, Valencia, 2009.